

ARRETE CONCERNANT LA PLANIFICATION MEDICO-SOCIALE JUSQU'A L'HORIZON 2022

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

517

vu l'article 34, alinéa 4, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990 (1),

vu les articles 5 à 8 et 50 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gérontologique (2),

vu le plan sanitaire du 9 décembre 1998,

arrête :

Article premier Le présent arrêté fixe la planification médico-sociale provisoire jusqu'à l'horizon 2022.

Art. 2 ¹ La planification médico-sociale est dite "roulante". Elle peut être ainsi modifiée en tout temps sur la base de nouveaux critères, indicateurs ou données statistiques pertinents.

² Le tableau suivant donne les estimations chiffrées de la planification médico-sociale :

Planification médico-sociale 2022		Actuel 2010	Nouvel horizon 2022
Service/Prestations	Unité		
Hébergement			
Appartements protégés	nb appart...	0	278
EMS	nb lits	680	501
UVP	nb lits	48	244
Court séjour et accueil			
EMS/UHP court séjour/unités évaluation	nb lits	16	48
Centres de jour et de nuit	nb places	10	195
Services			
Services de soins à domicile	EPT/an	100	141
<i>+ Soins à domicile en appart. protégés</i>	<i>EPT/an</i>	<i>0</i>	<i>62</i>
Services de thérapie	EPT/an	16	11
Services d'aide à domicile	EPT/an	60	199
<i>+ Aide à domicile en appart. protégés</i>	<i>EPT/an</i>	<i>0</i>	<i>30</i>
Livraisons de repas	Repas/an	87'000	120'750
Télé contacts	Nb abo	65	229
Consultations sociales	EPT/an	2	9
<i>+ Consultation sociale en appart. protégés</i>	<i>EPT/an</i>	<i>0</i>	<i>1</i>
Veilles à domicile	EPT/an	0	15

(1) RSJU 810.01

(2) RSJU 810.41

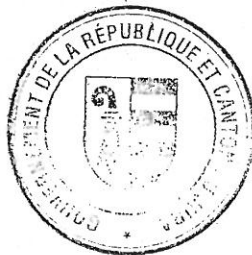
Art. 3 La planification médico-sociale ci-avant peut être revue en fonction d'une évaluation intermédiaire qui sera établie à fin 2012, notamment du point de vue de ses effets financiers.

Art. 4 Le Service de la santé publique tient à disposition la description du modèle de planification utilisé au sens des articles 6 et 7 de la loi sur l'organisation gérontologique.

Art. 5 ¹ Le présent arrêté prend effet le 1^{er} juillet 2011.

² Il est communiqué :

- à la Chancellerie d'Etat;
- au Département de la Santé, des Affaires sociales, du Personnel et des Communes;
- à santésuisse;
- au Service de la santé publique;
- au Contrôle des finances;
- à la Trésorerie générale;
- au Service juridique;
- au Journal officiel pour publication.



Extrait du procès-verbal de la
séance du **25 OCT. 2011**

Certifié conforme
LE CHANCELIER D'ETAT